

Actuellement la production nationale de lait cru est estimée à 3,14 milliards de litre, fournie à 73% par le cheptel bovin (2,3 milliards de litre). La moitié de la production laitière bovine est assurée par un cheptel de races dites modernes BLM (bovin laitier moderne) composant moins de 30% des effectifs en vaches laitières qui totalisent 966 mille têtes.

La quasi-totalité des productions cameline, caprine et ovine est autoconsommée. Seulement le tiers de la production laitière bovine est valorisé sur les circuits industriels.

La production laitière collectée durant l'année 2012, était de 756 millions de litres, dont près de 160 millions de litre par les 14 filières du secteur laitier public.

Carte 1. Répartition de la production laitière bovine. (OFLIVE)

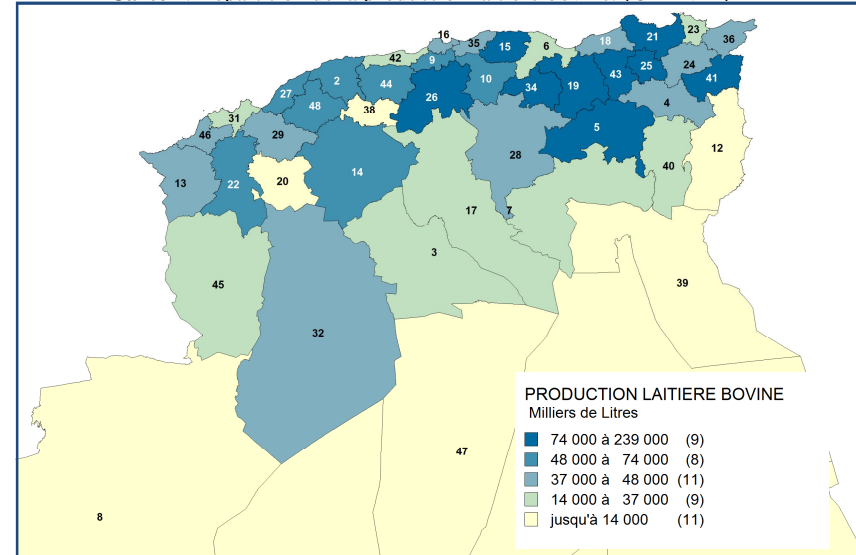


Fig 2. Diagramme de flux en filière lait (OFLIVE2012)

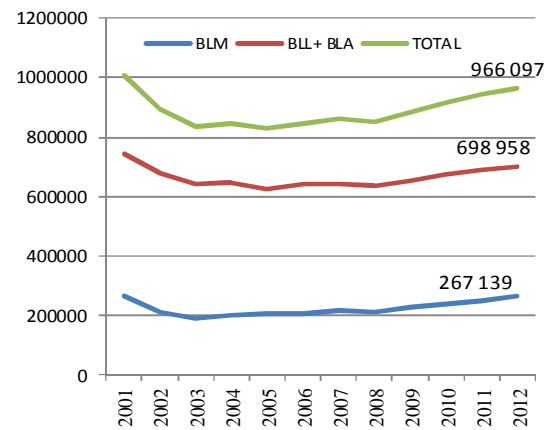
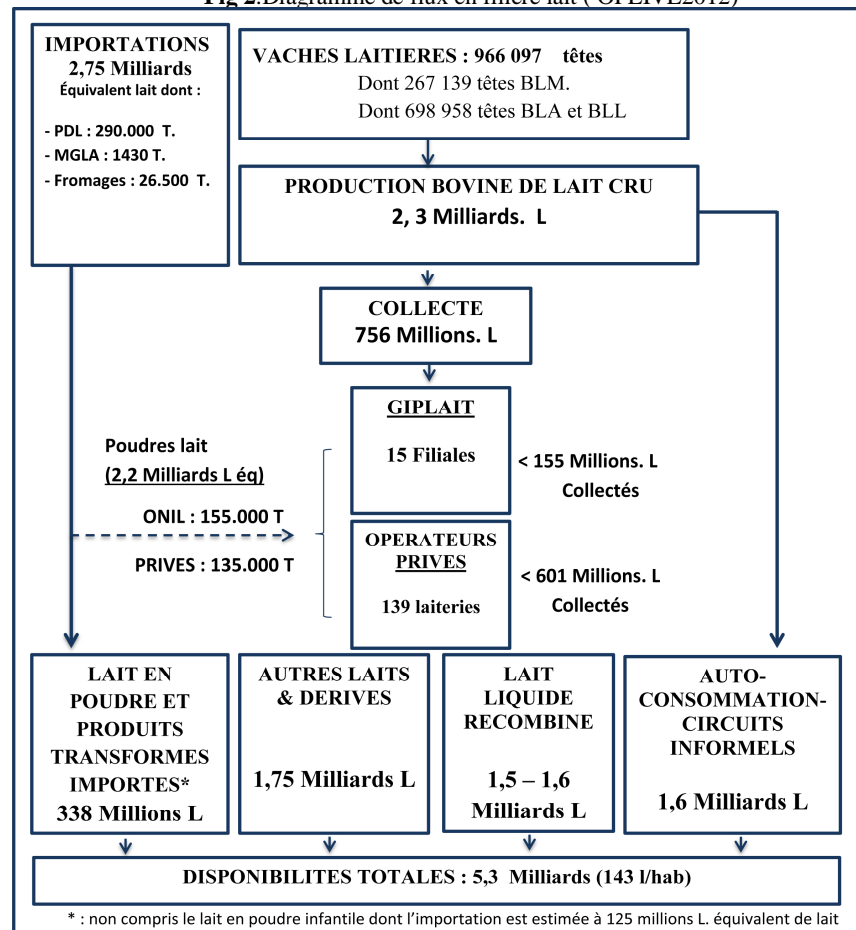
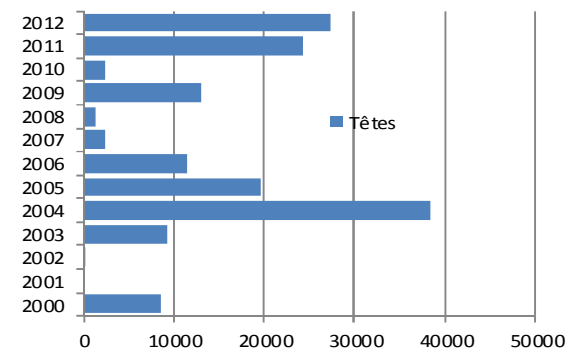


Fig 3. Evolution des effectifs bovins (2001-2012)

Près de 80% du lait collecté est valorisé sur les circuits de transformations du secteur privé au nombre de 139 unités, conventionnées avec l'ONIL dont une dizaine exploitait intégralement du lait cru et bénéficiant de la prime d'intégration de 6 DA/l.

En plus des 153 laiteries conventionnées, figures des laiteries produisant, avec de la poudre non subventionnée du lait UHT au prix libre, et des unités opérant dans la fabrication fromagère notamment du type fondu pour une production globale de 340 millions de litres équivalent lait.

Fig 4. Importations de génisses (2000-2012)



Le dispositif de contractualisation concerne actuellement 1218 collecteurs, 32.000 éleveurs couvrant un effectif de vaches laitières de 227.000 têtes.

Les disponibilités en lait et dérivées, sur cette période, dépassaient les 5 milliards de litres, soit près de 140 litres/habitant dont environ 80 litres étaient importés. Une consommation ayant évolué de 81% depuis 2000.

Sur la base d'un prix de cession aux laiteries conventionnées de 159 DA/kg pour la fabrication du LPC demi écrémé, le montant des subventions sur cette matière première était de 26,6 Mds de dinars, et qui totalisant avec les primes de production, de collecte et d'intégration à la filière de un montant 46 milliards de DA au titre de fonds mobilisés au soutien de la filière. (hormis les aides à l'investissement)



L'Agriculture : 50 ans de labour et de labeur



InfosELEVAGES

DYNAMIQUES DE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE LAIT EN ALGERIE

REPERES CHRONOLOGIQUES DES POLITIQUES LAITIÈRES EN ALGERIE

1970-1979: INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS ET DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE LAITIÈRE DOMESTIQUE

Les stratégies de développement étaient axées, notamment, sur des programmes d'investissement dans le secteur industriel, à travers les deux plans quadriennaux de 1970/73 et 1974/77.

Une orientation qui avait pour objectif, l'amélioration des capacités productives des unités existantes et la création de nouvelles unités industrielles, alors que pour le secteur de l'élevage, ce plan reposait sur l'amélioration qualitative et quantitative de la production laitière.



Population locale Cheurfa

Les capacités de transformation essentiellement fournies par le secteur industriel public, ont plus que décuplé. Elles passent de 55 millions de litres équivalent lait par an à 640 millions dont 57% des capacités d'installation exploitées pour la production de lait de consommation.

L'Office National du Lait (ONALAIT) crée à la fin 1969, à partir de trois unités laitières intégrait ainsi six (06) nouvelles unités de production, avec l'extension des deux laiteries existantes.

La faiblesse de la production du cheptel et le manque d'infrastructures d'accueil étant un constat sur lequel s'inscrivait les orientations, du premier plan quadriennal 70/73 dont les actions devaient porter sur l'accroissement des effectifs des races exotiques en mettant en place des programmes d'importations de génisses dont le cheptel totalisait 16.000 têtes sur cette période. Les nouvelles constructions permirent d'accroître les capacités supplémentaires de bâtiments pour 20 milles génisses. La construction d'étables et l'accroissement des surfaces destinées aux fourrages.

La collecte s'est accrue de 65% sur la période pour atteindre les 48 millions de litre mais son intégration ne représentait que 14% de la production industrielle totale qui atteignit les 354.000

A l'indépendance le secteur laitier, quasi inexistant sur le plan industriel, reposait principalement sur quelques fabriques artisanales de production de dérivés et trois unités laitières sur Alger, Constantine et Oran. Ces coopératives laitières totalisaient des capacités de production allant de 24 à 54 millions de litres/an.

Le cheptel laitier n'était constitué de races à aptitudes laitières à proprement dit. Les races bovines locales, conduites en extensif, qui constituaient l'essentiel des ressources génétiques bovines, ont fait l'objet de quelques croisements marginaux avec des races précédemment introduites. La population bovine totalisait, durant la fin de cette décennie, un effectif de 866.000 têtes.



A la fin des années soixante, la production industrielle totalisait près de 40 millions de litres pour une collecte de 29 millions de litre, soit un taux d'intégration de 73%.

Les importations totales en lait et dérivés couvraient plus de 40% des disponibilités, pour une consommation qui atteignait les 50 litres équivalent lait /habitant (1968-1969).

La consolidation de l'assise industrielle, durant cette période, s'est traduite par la création de l'Office National du Lait et des Produits Laitiers ONALAIT (ordonnance n°69-93 daté du 20 novembre 1969).

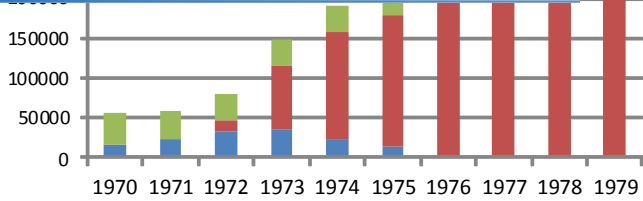


Fig 1. Evolution des disponibilités laitières (1970-1979)

Parallèlement, et pour faire face à une demande croissante de la population, le secteur industriel nouvellement renforcé devait progressivement combler ses approvisionnement sur des matières premières de recombinaison, dont les importations (Poudre de lait, MGLA) ont quasiment triplés.

Depuis 1976 les importations du lait en vrac était remplacés par la poudre industrielle, alors que les volumes de la collecte n'ont que faiblement évolués. (Figure.1)

1980-1989 : 1^{ère} restructuration de l'office public industriel

Pendant cette période le taux d'intégration du lait cru dans la production industrielle qui était de 73% en 1969 a connu une forte régression à 7,6% en 1981. Pour remédier à cette situation il a été adopté un nouveau maillage du secteur de transformation à fin de cerner au mieux les contraintes techniques et financières en matière de collecte, par la décentralisation de l'office laitier. L'ONALAIT fut sectionné en trois offices régionaux : ORLAIT (Ouest), ORLAC (Centre) et ORELAIT (Est) avec pour principale mission d'assurer une répartition rationnelle et équilibrée en lait et produits laitiers, mais dont les approvisionnements restaient, jusque-là, principalement fournies sur les marchés extérieurs. Un choix conditionné par une conjoncture favorable sur les marchés mondiaux, par des excédents de production et des aides à l'exportation chez les principaux pays producteurs.

Les actions retenues au cours des deux plans quinquennaux (1980/84 et 1985/89), visaient notamment le renforcement du potentiel de production laitier du cheptel moderne dont les effets étaient insuffisants eu égard à l'accroissement de la demande à une dépendance soutenue aux importations , qui ont atteint les 2,1 milliards de litres équivalent lait sur la période 85-89, le taux d'autosuffisance pour ces produits ne dépassait ainsi les 30%. Cette période étant également marquée par une profonde réorganisation des structures agraires, avec la dissolution des Domaines autogérés socialistes modifiant le mode de gestion des terres publiques sur les nouvelles exploitations agricoles individuelles et collectives. (loi 87-19 du 8/12/1987). Une restructuration qui n'était pas sans effet sur la recomposition des effectifs en troupeaux laitiers par une partie des attributaires.

De Consultation Nationale sur le Développement de l'Agriculture et à la politique de réhabilitation de la production laitière:

Des premiers bilans dressés lors de cette consultation et par le biais de commissions successives instituées à cet effet, il a été entamé une approche au-delà d'un cadre sectoriel, privilégiant une évaluation sur l'ensemble des segments de la filière laitière. Une commission en charge du développement de la production laitière était mise en place en 1994 (Décision ministérielle du 02 Janvier 1994) regroupait l'ensemble des intervenants institutionnels, économiques et professionnels et se dotait d'un comité technique et de comités décentralisés au niveau de wilayas. Celles-ci s'attelaient à définir les modalités opérationnelles, mobiliser les moyens, suivre et évaluer l'ensemble des actions entreprises permettant l'augmentation de la production laitière et l'accroissement de la collecte du lait cru.

Programme de Réhabilitation de la production laitière

La promulgation, l'année suivante de l'instruction N° 409 du 10 Juin 1995 portant **Programme de Réhabilitation de la Production Laitière** confirmait les impératifs de donner un cadre cohérent à l'ensemble des intervenants compte tenu des constats établis

et conséquents aux politiques antérieures, celle-ci se démarquant notamment par la volonté :

- D'élargir et de valoriser l'ensemble des ressources et les capacités existantes pour accroître rapidement la production laitière à la ferme.
- D'asseoir les conditions à l'intégration et la participation à l'ensemble des intervenants dans la perspective d'appréhender une « régulation professionnelle de la filière ».

Quatre principaux volets avait été retenu, dans la *première instruction* à savoir:

- La promotion d'investissements à la ferme
- La promotion de l'insémination artificielle
- Le soutien à la création de mini-laiteries
- La promotion de la collecte de lait.



L'intégration de petits éleveurs, et qui caractérisent les structures de production dominantes, dans ce dispositif était envisagée lors d'une *seconde instruction* en y amendant quelques éléments procéduraux et les conditions d'éligibilité. Cette seconde instruction inscrivait également, dans un nouveau chapitre la création de *centres de collecte*.

Une *troisième Instruction* inscrivait les actions en faveur du développement du potentiel productif du cheptel laitier moderne par la mise en place de mesures de soutien à la *production de génisses* sélectionnées.

| | 1990/94 | % | 1995/99 | % | % Croissance |
|--------------|---------|-----|---------|------|--------------|
| Collecte | 59,8 | 5 | 112 | 10,3 | + 87,3 |
| Importations | 1132,7 | 95 | 955,8 | 89,7 | -15,6 |
| Production | 1192,5 | 100 | 1067,8 | 100 | -10,5 |

Tableau 1: Disponibilités en lait usiné (1990-1999)

En matière de budgets consacrées aux rubriques précitées, l'évaluation des consommations sur les chapitres du programme laissent apparaître la prédominance des rubriques relatives aux aides destinées à la promotion de la collecte du lait à la ferme dont les soutiens aux collecteurs et à la production collectées représentaient plus de 86% de la structures des soutiens allouées sur la période 1996-1999 (1562 MDA).

Sur la période 1995-99, la production laitière bovine valorisée sur le circuit industriel représentait à peine 10% du volume total en lait usiné (112 millions de litres) , mais cette collecte a connu un bond de plus de 87% depuis le début des années 90. L'accroissement du taux d'intégration étant également imputable à une relative baisse des importations en laitières premières de recombinaison (-15%) et donc de la production industrielle sur cette décennie.

En janvier 1998 une autre réorganisation de l'industrie laitière publique a été procédé à partir de la fusion des trois offices régionaux du lait (Orlait,Orlac,et Orolait) donnant naissance au Groupe Industriel des Productions laitières (**GIPLAIT**) en filialisant un réseau de 18 usines laitières (4 à l'Est, 6 au centre et 8 à l'Ouest) et une filiale pour les approvisionnements MILKTRADE.

Le secteur industriel public totalisait des capacités qui atteignait jusqu'à 1,5 milliards de litre équivalent lait, pour une production qui passait de 86% à environ 60% de ses capacités en 1999.

La collecte après avoir atteint les 137 millions de litre par cet opérateur a progressivement maintenu un volume de plus de 90 millions de litre en 1999.

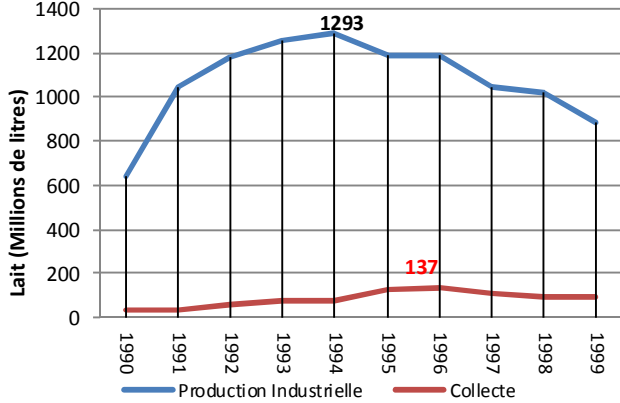


Fig 2. Evolution de la production et de la collecte GIPLAIT

Depuis janvier 1995 le système des prix administré du lait de type LPC devait reposait sur une progressive suppression du soutien du prix à la consommation et un réajustement de son prix à la consommation qui passait de 10,5 à 20 DA/L sur la période 1995 à 1997. (figure.3). Le niveau de soutien était équivalent au montant de compensation sur l'écart par rapport au prix de revient à la transformation.

La collecte reste presque entièrement du ressort des unités de l'ex l'office National du lait.

La création de l'**Office National Interprofessionnel de la Filière lait ONIL** , établissement public à caractère industriel et commercial (Décret 97/247 du 08/07/97) devait conforter le système d'approvisionnement des unités industrielles notamment sur les circuits émergents. Les prérogatives de cet organisme deviendront effectives sur l'ensemble des opérateurs à partir de 2008.

Les missions de l'office étant d'assurer une disponibilité suffisante en lait et produits laitiers, d'organiser la collecte de la production nationale de lait cru, le développement et l'appui à la production nationale de lait cru. L'office étant chargé également de la constitution de stocks stratégiques en laits sur les marchés intérieurs et extérieurs pour le compte de l'état.

Les prix à la production du lait cru même s'ils ont connu des réajustements depuis le début des années 90, passant de 4 DA en 1990 à 22 DA en 1995, sa valorisation sur les circuits formel restait moins avantageuse pour la production de lait de consommation et à moindre mesure pour les produits à haute valeur ajoutée.

2000-2007 : Nouvelles politiques programme PNDA/PNDAR

Cette période est marquée par la création du Plan National de Développement Agricole (PNDA) à partir de 2000 qui s'est élargi en 2002 à la dimension rurale (PNDAR), à ce titre deux orientations sont mises en place par le PNDAR :

La modernisation et la mise à niveau des exploitations et des filières agricoles, la redynamisation et le développement de proximité des espaces ruraux et la préservation des ressources naturelles à l'instar de l'eau, du sol et des ressources biologiques.

Ces orientations s'appuient sur les fonds publics mobilisés à travers le fond national de Régulation et du Développement Agricole.

La vulnérabilité de la filière était mise à l'index depuis la crise de 2007, lié aux renchérissement des matières premières de recombinaison sur

| Années | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 |
|--|------|------|-------|------|-------|-------|------|-------|
| Production industrielle (10 ⁶ litres) | 900 | 850 | 1 302 | 1230 | 1280 | 1344 | 904 | 917 |
| Collecte (10 ⁶ litres) | 99,9 | 93,5 | 130,2 | 123 | 140,8 | 161,3 | 90,4 | 119,3 |

les marchés mondiaux, prévalant le modèle le production et d'approvisionnement de l'industrie laitière.

Les acteurs en amont de la filière continuaient bénéficier de mesures de soutien, à savoir, la prime à la production qui passait de 4 DA (1995) à 7 DA en 2005, la prime à la collecte fixée désormais à 4 DA et une prime à l'intégration du lait cru de 2DA et ce au titre de la nouvelle nomenclature des fonds dédiés à la régulation agricole (FNRPA) depuis 2006.

Le programme de développement de la production nationale de lait cru: depuis 2008

Dans le cadre du **Programme de Renouveau Agricole et Rural**, il est inscrit dans la démarche de développement de la filière, l'augmentation de la production de lait cru et une meilleure intégration de cette production à travers notamment :

Un programme de mise à niveau des élevages laitiers.

Un programme de mise à niveau des effectifs laitiers et de collecte de lait cru.

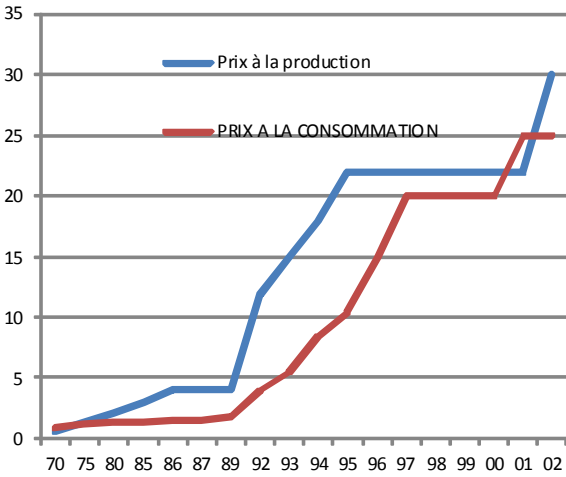
L'accompagnement technique et l'encadrement financier de la filière lait.

Les objectifs arrêtés à l'horizon 2014:

- Un accroissement des effectifs en vaches laitières à 1,2 millions de têtes.
- Une production de lait cru de 3,2 milliards.
- Une collecte de lait cru de 1,3 milliards de litre.

Parmi les orientations de la politique de renouveau agricole et rural, dans le cadre de partenariat et de concertation , la dynamisation de l'interprofession était relancée par la création du **Comité Interprofessionnel de la Filière lait (CIL)** en 2010 et l'installation, l'année suivante, de neuf comités interprofessionnels régionaux (CRIL) composés chacun de cinq wilayas. Depuis 2008 l'ONIL devait avoir un rôle central, dans le dispositif de régulation, notamment en matière de rétributions, par un système de contractualisation avec les laiteries, les collecteurs et les laiteries, les laiteries et les éleveurs.

Fig 3. Evolution des prix du lait à la consommation et à la production (lait cru):1970-2002



Concernant ce dispositif de soutien, l'état a instauré un système d'encouragement et d'aide à la production du lait qui touche tous les maillons de la chaîne, chaque producteur détient une prime de 12DA/litre de lait produit en rajoutant 5DA/ litre pour ceux qui acceptent de livrer leur lait aux usines de transformation sachant que le prix minimum garanti de vente à une laiterie agréée a été fixé à 30DA/litre par le comité interprofessionnel du lait (C.I.L) en 2009.

En outre et pour inciter les éleveurs à améliorer la qualité de leur lait , une bonification de 0,50 DA par gramme de matière grasse est appliquée à partir de 34 grammes par litre. Une prime d'intégration de 6 DA est octroyée au laiteries produisant du LPC avec exclusivement du lait cru collecté. Ces mesures ont été consolidés par la réactualisation des nomenclatures des aides, notamment à l'investissement à la ferme, la reproduction, la production fourragère , la collecte et le transport du lait.

La loi d'orientation agricole (3 août 2008) consacrant la concession comme mode exclusif de l'exploitation des terres du domaine privé de l'état, la loi n° 10-03 (août 2010) fixant les conditions et les modalités de l'exploitation de ces terres, ainsi que les mesures incitatives (février 2011) sur la dynamisation, la modernisation ou la création de nouvelles exploitations relevant du la propriété privé ou du domaine privé de l'état complètent un dispositif réglementaire visant à la fois la sécurisation des exploitants et l'encouragement des initiatives d'investissements par ces agriculteurs et éleveurs.